

RÉSUMÉ

Accroître l'accès des populations à l'assainissement et à l'eau de boisson favorise le développement de chaque pays grâce aux améliorations obtenues en matière sanitaire et économique. Les derniers rapports de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), montrent que l'impact des maladies diarrhéiques sur les enfants est supérieur à l'effet combiné du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/SIDA), de la tuberculose et du paludisme. Nous savons également que l'accès à un assainissement et à une eau de boisson améliorés pourrait réduire de près de 90% les maladies diarrhéiques, réduisant potentiellement le nombre de décès infantiles de près de 2,2 millions par an. Assurer l'accès à l'eau de boisson et à un assainissement de base permettrait de réaliser d'énormes économies en coût de soins de santé et de gagner en jour de travail. En outre, investir dans l'assainissement et l'eau de boisson s'avère économiquement d'une grande rentabilité, estimée par la Banque Mondiale à une moyenne d'environ 2% du produit intérieur brut (PIB), voire plus de 7% dans certains pays.

Pourtant, aujourd'hui, plus de 2,6 milliards de personnes ne bénéficient pas d'accès à un assainissement amélioré et près de 900 millions de personnes n'ont pas accès à un meilleur approvisionnement en eau de boisson selon le rapport récemment publié par le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Ce constat est totalement inacceptable.

Recommandation 1

Pour les pays en voie de développement et les organismes d'aide extérieurs, faire preuve d'une plus grande volonté politique pour l'assainissement et l'eau potable, compte tenu de leurs rôles centraux dans le développement humain et économique.

Malgré des avantages évidents pour le développement humain, de nombreux pays semblent allouer des ressources insuffisantes pour atteindre la cible de l'objectif du millénaire pour le développement (OMD) en matière d'assainissement et d'eau de boisson. Comparés à d'autres domaines, notamment les autres grands secteurs sociaux que sont l'éducation et la santé, l'assainissement et l'eau de boisson représentent une priorité relativement faible à la fois pour l'aide publique au développement (APD) et pour les subventions nationales. L'aide totale couvrant tous les aspects de l'eau, telle que mesurée par l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), a chuté de 8% à 5% du total de l'APD entre 1997 et 2008. Au cours de la même période, la part dédiée à la santé a augmenté de 7% à 12% du total de l'APD, alors que pour l'éducation, le niveau s'est maintenu autour de 7%.

En outre, les ressources de l'aide nationale et étrangère pour l'assainissement et l'eau de boisson ne sont pas nécessairement ciblées correctement là où les besoins sont les plus grands, par exemple auprès des populations les plus pauvres et non desservies. De plus, moins de la moitié du financement des organismes d'aide extérieurs pour l'eau et l'assainissement va aux pays à faible revenu, et seulement une faible proportion de ces fonds est allouée à la fourniture de services de base, là où l'investissement aurait le plus grand impact pour accomplir les OMD.

Recommandation 2

Pour les organismes d'aide extérieurs et les pays en voie de développement, réfléchir à mieux identifier les besoins pour une meilleure distribution des ressources afin d'accélérer le progrès vers la réalisation des OMD en matière d'assainissement et d'eau potable.

Bien que presque tous les pays étudiés aient clairement défini des politiques pour l'eau de boisson urbaine et rurale, ce n'est pas toujours le cas pour l'assainissement. Des politiques sûres, alliées à des institutions efficaces, sont importantes pour l'optimisation des prestations de service. Définir clairement les rôles et les responsabilités des différentes institutions impliquées dans l'assainissement et l'eau de boisson est également important, pour la réalisation de progrès significatifs. Bien que de nombreux pays renforcent leurs plans pour atteindre les objectifs des OMD en matière d'assainissement et d'eau de boisson, des progrès beaucoup plus rapides sur leur mise en œuvre sont nécessaires dans la mesure où il reste une chance d'atteindre ces objectifs dans toutes les régions et dans le monde.



Même si l'information sur les affectations budgétaires et les dépenses n'est pas toujours disponible, en particulier au niveau régional dans les pays, la vision générale montre que certains pays sont dans l'incapacité d'absorber le niveau actuel de l'aide reçue pour l'assainissement et/ou l'eau de boisson. Il est nécessaire de prendre cet aspect en compte si les donateurs doivent être convaincus de s'engager davantage dans ces pays, qui sont souvent ceux qui en ont le plus besoin. Le financement par les donateurs devient cependant de plus en plus prévisible, avec davantage de projets et de programmes à long terme à financer. Les contraintes liées aux capacités en ressources humaines doivent aussi être prises en compte à la fois par les organismes d'aide extérieurs et les pays en voie de développement, parce que les améliorations nécessaires sont susceptibles de prendre un certain temps.

Les dépenses renouvelables, en pourcentage du total des dépenses pour l'assainissement et l'eau de boisson, varient considérablement d'un pays à l'autre. Il y a également de grandes variations dans la part des dépenses renouvelables affectés aux coûts salariaux et non-salariaux pour les pièces de rechange et les frais de fonctionnement indispensables (par exemple le carburant, l'électricité, le transport).

Les donateurs augmentent leurs efforts de coordination, ce qui est important, compte tenu du grand nombre de donateurs qui opèrent dans certains pays bénéficiaires. Cependant, les pays en voie de développement ont besoin de consolider les fonds reçus d'intervenants multiples afin de pouvoir planifier, budgéter, mettre en œuvre et assurer le suivi. Le déliement de l'aide est également en augmentation et les modalités d'harmonisation des donateurs et d'alignement derrière un gouvernement s'améliorent. Un fait relativement nouveau est que les donateurs prennent de plus en plus d'engagements spécifiques pour accroître la couverture et qu'ils semblent plus performants pour traduire leurs engagements en dépenses.

La multitude de partenariats et d'initiatives de la part des pays et des organismes de soutien extérieurs reflète un secteur très complexe. La nouvelle initiative "Assainissement et Eau pour Tous : Un cadre mondial pour l'Action" cherche à renforcer l'architecture internationale et à apporter un engagement politique plus fort sur l'eau et l'assainissement, dans la mesure où cet aspect est perçu par de nombreux partenaires du développement comme un des principaux obstacles à l'accélération des progrès vers la réalisation de l'objectif des OMD.

Ce rapport rassemble un grand nombre de données et d'analyses sur l'assainissement et l'eau de boisson. De fait, il est un instrument utile pour renforcer les politiques et assister les décideurs.

Recommandation 3

Pour les pays en voie de développement et les organismes d'aide extérieurs, renforcer les réseaux nationaux et régionaux pour planifier, mettre en œuvre et assurer le suivi de la mise à disposition de l'assainissement et de l'eau de boisson, en particulier pour les populations non desservies.

Recommandation 4

Pour toutes les parties prenantes, travailler en partenariat pour soutenir le développement et la mise en œuvre de plans nationaux en matière d'assainissement et d'eau de boisson, en utilisant leurs compétences spécifiques et leurs ressources et en les adaptant aux réseaux nationaux.